

L'économie numérique dans les comptes nationaux

Ronan Mahieu
Département des Comptes Nationaux



Mesurer pour comprendre



08/06/2017

Des modèles économiques très variés

Transaction marchande classique : le *e-commerce*

Pure players ou distributeurs disposant de magasins physiques

Production marchande de services fournis sans contrepartie monétaire aux internautes

Financement via la publicité ou le commerce de données

Transactions entre ménages, via le troc ou des contreparties monétaires

Revente de biens d'occasion, covoiturage, etc.

Des modèles purement non marchands fondés sur des contributions volontaires, monétaires ou en nature

Encyclopédies en ligne

L'ampleur du *e-commerce* est difficile à quantifier

Retracé dans la consommation des ménages via les enquêtes auprès des distributeurs et des consommateurs

Impossible toutefois d'isoler précisément la part des achats en ligne

Contribution au PIB = marges des commerçants (différence entre prix de revente et d'achat)

Par contre, dans quel pays comptabiliser l'activité des *pure players* ?

Ex : Amazon

Des services financés par la publicité ou le commerce des données fournies par les internautes

Exemple des journaux en ligne, sites météo...

Analogie au fonctionnement d'une chaîne privée de télévision fonctionnant sans abonnement

L'activité de ces sites est bien décrite dans le PIB...

Le prix facturé aux annonceurs est répercuté dans le prix des biens et services achetés par les consommateurs

En revanche on n'isole pas la part qui correspondrait à une consommation de services d'information en ligne

...mais de quel pays?

Cf. question de la localisation de ces sites

La revente de biens d'occasion n'a pas à être comptabilisée dans le PIB

Les ménages ne produisent rien par eux-mêmes

Echange d'un bien sans transformation par le ménage vendeur

Transactions prises en compte dans le PIB seulement à concurrence des commissions prélevées par les sites de mise en relation

Identique au traitement déjà appliqué à la revente de véhicules automobiles via des concessionnaires

Là encore, question de la localisation des sites

Un impact très limité sur le PIB des échanges de services entre internautes

Normalement pris en compte dans le PIB

les ménages produisent un service, consommé par d'autres ménages

En pratique, on n'est pas forcément en mesure de le faire

Exemple du covoiturage

Valeur ajoutée des sites = commissions prélevées

Comptabiliser en outre une production de services de transports par les ménages

Leur contribution au PIB est toutefois en principe nulle...

...car les sommes demandées dans le cadre du partage des frais ne peuvent excéder les coûts encourus (essence, péages, assurance...)

Un impact très limité sur le PIB des échanges de services entre internautes

Cas particulier de la location ou de l'échange d'appartements

Déjà comptabilisé dans le PIB (imputation d'un loyer aux propriétaires occupant leur logement)

Ce qui est comptabilisé, c'est le fait de disposer à son gré d'un logement, indépendamment de l'utilisation plus ou moins intensive de l'actif logement.

Une frontière cependant floue entre services de logement et services d'hôtellerie

Internet est susceptible de favoriser le développement du travail clandestin

Développement via Internet d'une activité marchande non déclarée sous couvert d'économie collaborative

Exemple : controverse autour du service *Uberpop* (finalement interdit)

Un éventuel essor de ces pratiques échappe à la comptabilité nationale

Mais Internet fournit également des moyens de détection nouveaux

Les transactions en ligne laissent des traces. Cf. collecte de la taxe de séjour par Airbnb

Internet et l'optimisation fiscale

Développement d'activités exercées sur le territoire français par des sociétés domiciliées fiscalement à l'étranger

Les sites faisant appel aux contributions bénévoles des internautes

Là encore, un modèle classique (ex: associations caritatives) où la production de services est financée par:

Des contributions financières volontaires des internautes et/ou des subventions publiques

Frais d'achat de serveurs, rémunérations des quelques permanents...

Le travail bénévole des internautes qui alimentent le site

Une activité valorisée aux coûts de production

Très réduits du fait du recours au bénévolat...

Pour autant un impact économique pas forcément négligeable

Ex: Impact sur la productivité du développement d'encyclopédies en ligne gratuites

Économie numérique et prix à la consommation

Internet a *a priori* un impact favorable sur les prix

Des économies sur les coûts de stockage et de main d'oeuvre

Des comparaisons de prix beaucoup plus rapides et à moindre coût

Une réalité plus nuancée : des baisses pas systématiques, et une dispersion des prix toujours élevée

Il n'est pas si aisé de comparer le prix de produits aux caractéristiques rigoureusement identiques

Cf. rotation élevée des produits offerts à la vente sur internet sur un site donné

Cf. éléments de services fournis par forcément les mêmes d'un site à l'autre

Ex: frais de port inclus ou exclus?

Le traitement en comptabilité

Si apparaît sur internet une offre identique à une offre classique, mais 50% moins chère : baisse de prix donc activité inchangée en volume si l'offre classique disparaît (voire augmentation si la demande augmente)

Mais si l'offre internet est gratuite, elle sort du périmètre de la production donc baisse de volume ?

Un impact probablement favorable sur le bien-être

Impact d'internet sur la croissance difficile à quantifier

Des effets très positifs...

...mais aussi des aspects moins favorables :

Effet de l'échange de biens d'occasion sur la production de biens neufs?

De très grands acteurs en ligne domiciliés à l'étranger (fiscalité) se substituant à des entreprises physiquement présentes en France

En revanche des impacts très favorables sur le bien-être

Des offres plus individualisées

Mise en relation avec des personnes ayant les mêmes centres d'intérêt

Gains de temps

etc.

Mondialisation et mesure de la productivité

Mondialisation / Optimisation fiscale / Très grande mobilité de certains actifs (notamment immatériels)

=> Un cocktail redoutable pour la mesure de la productivité, cf. révision des comptes nationaux irlandais à l'été 2016

Taux de croissance 2015/2014 du PIB pour l'Irlande: +7,8% avant révision, +26,3% après révision

Après révision, progression annuelle de +23,1% de la productivité apparente du travail

Certes, impact plus faible sur la productivité multi-factorielle (croissance annuelle en valeur de +44% des actifs fixes bruts totaux après révision)

Des discussions méthodologiques en cours...

Cf. critères de localisation territoriale des actifs (immatériels, mais pas seulement : cas des avions)

...mais un réel défi pour la comptabilité nationale (et ses utilisateurs!).